

**IX<sup>e</sup> JOURNÉES D'ÉTUDES INGÉNIERIE DES DISPOSITIFS DE FORMATION  
A L'INTERNATIONAL**

**« ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES : ENTRE  
RÉPONSES AUX BESOINS LOCAUX ET ADAPTATIONS AUX ÉVOLUTIONS  
INTERNATIONALES »**

**8 – 9 décembre 2005 Montpellier/ Agropolis International**

**L'assiette et la formation de masse<sup>1</sup>**

**Jean Bosco BOUYER, MAE**

Bureau des politiques éducatives, de la formation professionnelle et de l'insertion

Il n'est pas inenvisageable que certains rétorquent à l'idée de formation de masse en milieu rural, que « *ça représente une grosse assiette financière !* ». D'aucuns penseront que ceux qui pourraient dire ce genre de choses, l'ont bien pleine, leur propre assiette ! Certes, mais le but de la manœuvre, dans le cas présent, n'est pas de polémiquer sur la ration alimentaire des uns et des autres. Le but est de convaincre qu'il faut, en Afrique, se donner les moyens pour éviter premièrement que le niveau de cette ration baisse et deuxièmement pour que ce niveau augmente. Les objectifs du millénaire pour le développement vont dans ce sens. L'Education Pour Tous est l'un de ces moyens, à long terme. Mais n'oublions pas la formation des populations rurales, un moyen qui pourrait bien avoir un impact certain à court terme sur le contenu des assiettes.

A en juger par les interventions lors de l'atelier de Ouagadougou<sup>2</sup> et par la déclaration finale qui l'a conclu, nous sommes de plus en plus nombreux à partager l'idée qu'il y a urgence à professionnaliser les producteurs d'une agriculture africaine qui répond de plus en plus difficilement à ses fonctions nationales et dont la première est justement de nourrir les populations.

Dans des pays où les moins de 14 ans représentent presque la moitié de la population, il y a urgence à former les jeunes qui, de facto, s'installent en exploitation agricole<sup>3</sup>. C'est incontournable pour ces pays s'ils veulent obtenir, entre autres, un impact positif sur leur balance commerciale et sur leur environnement.

Aujourd'hui, nous savons que, si elle assure une bonne insertion sociale et culturelle des jeunes agriculteurs, la transmission traditionnelle des savoirs ne suffit plus à répondre aux enjeux posés par la croissance démographique, par l'ouverture des marchés et par l'évolution technologique. Nous savons que la formation n'est pas seulement une affaire de maîtrise de techniques culturelles ou de conduite d'élevage. La formation est aussi l'affaire de la connaissance des mondes concentriques qui déterminent l'exploitation familiale : le fonctionnement des institutions, l'équilibre de l'écosystème, le principe des échanges marchands, pour n'en citer que trois ; toute cette sorte de connaissance qui porte l'homme au-delà de la conscience de clocher, vers la citoyenneté et la construction de l'innovation.

L'atelier de Ouagadougou présente cet avantage d'avoir formulé ce que chacun ressentait sans toujours savoir l'exprimer entièrement ou clairement : « *oui, nous sommes assis sur une bombe démographique ; oui, les ressources naturelles s'épuisent ; oui, nous risquons des crises politiques ou écologiques à répétition si les populations ne sont pas formées à l'analyse de leur situation et à la recherche de voies de progrès* ».

<sup>1</sup> Article paru dans « Ligawa », journal du réseau Burkina Faso.

<sup>2</sup> Atelier « formation de masse en milieu rural, élément de réflexion pour la définition d'une politique nationale » juin 2005

<sup>3</sup> 30.000 jeunes environ s'installent chaque année en Côte d'Ivoire et environ 15.000 au Bénin, estimation à minima, P Debouvry.

La mobilisation de la communauté internationale autour du processus de l'Education Pour Tous a déjà des effets<sup>4</sup> significatifs sur la scolarisation, particulièrement dans les pays les moins avancés. Mais quid des jeunes ruraux sortant du primaire ou totalement hors circuit scolaire ? Il s'agit pour nous de plaider en faveur de leur formation et de leur insertion professionnelles et également en faveur de la professionnalisation de leurs parents par l'éducation non formelle (alphabétisation, formation continue...)

L'atelier de Ouagadougou a été l'occasion de s'interroger sur la façon dont on peut convaincre les décideurs nationaux et internationaux de se pencher sur la formation de masse en milieu rural et de la financer. Bien entendu, on peut toujours arguer auprès d'eux que « *sans formation il y a ni insertion professionnelle ni augmentation de la plus value nationale et qu'il vaut mieux financer de la formation que des réparations de conflits civils...* » Tout cela est vrai, nonobstant insuffisant pour les décideurs qui sont souvent convaincus de ce type d'argument mais qui ignorent par quel bout commencer et combien ça va coûter.

Dans ce sens l'atelier de Ouagadougou a été salubre car l'ensemble des participants s'est accordé sur la nécessité de renforcer l'argumentaire auprès des décideurs. Cet argumentaire se fonde sur trois piliers :

1. **Le constat.** Il est pratiquement ficelé et remerciions des experts comme Pierre Debouvry d'y avoir largement participé.
2. **L'outil.** Il s'agit d'expliquer ce que peuvent être des dispositifs de formation de masse en milieu rural. Ce champ est en partie débroussaillé. On sait, par exemple, qu'il ne s'agit pas de reconstruire des systèmes centralisés, uniformes et budgétivores mais plutôt de mettre en cohérence les offres, les flux et les innovations de formation, à l'adresse des ménages ruraux
3. **Les moyens.** Sur ce point, force est de constater que si nous imaginons quelles sont les forces vives à mobiliser, nous sommes en difficulté pour préciser les coûts d'un dispositif et de ses composantes.

Ceci nous renvoie à « *l'après Ouaga* », c'est à dire à l'action. D'un point de vue général, tout en continuant nos activités d'ingénierie de dispositif, d'ingénierie de la formation ou d'ingénierie pédagogique, il revient à chacun d'entre nous de concourir à convaincre nos décideurs du Nord et du Sud de prendre en considération les cohortes de jeunes en milieu rural et de placer au cœur des politiques « *l'impérieuse nécessité de refonder la formation agricole et rurale* ». Pour ceci, nous disposons du premier pilier argumentaire. Il nous revient également d'aborder avec eux les aspects de dispositifs possibles. Pour cela, une part de réflexion et d'échanges s'impose afin d'affiner le sujet. Enfin, nous avons à creuser deux questions : combien coûte un dispositif de formation rurale ? Quelle part de richesse nationale la formation en milieu rural peut-elle rapporter au pays ?

C'est dans cet état d'esprit que les participants de l'atelier de Ouagadougou ont pris la décision de renforcer leur action à partir d'un réseau d'échange et réflexion. C'est également dans ce sens que des groupes de travail, notamment sur les dispositifs et sur l'économie de la formation, se mettent en place.

Les groupes de travail et le réseau se nourrissant mutuellement et alimentant la réflexion de tous ceux qui sont chargés de convaincre les ministères d'Afrique et d'Europe, les Banque Mondiale et Banque Africaine de Développement, les NEPAD et UEMOA-CEDEAO, espérons que nous saurons préparer nos décideurs respectifs à mesurer l'ampleur des besoins et à mobiliser les moyens qui s'imposent.

Il faut faire masse pour obtenir une bonne assiette financière !

---

<sup>4</sup> Le taux brut de scolarisation primaire en Afrique subsaharienne est passé de 79 à 85% entre 1998 et 2005, Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005, UNESCO